



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2017



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES





**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -16,08 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2017 s'élève à -21,47 Md€ contre -26,19 Md€ à fin février 2016. Ce solde s'explique par une hausse des recettes nettes de 2,84 Md€, l'augmentation des

dépenses nettes de 2,07 Md€ et surtout par l'amélioration du solde des comptes spéciaux de 3,95 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 53,34 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,66 Md€ dont 2,69 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,79 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 2,95 Md€ dont 1,67 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,62 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 2,70 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (2,59 Md€).

Les dépenses nettes à fin février 2017 s'élèvent à 53,34 Md€ contre 51,26 Md€ à fin février 2016. Cette évolution résulte notamment des hausses des dépenses d'intervention (+1,90 Md€) et des

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,16 Md€ dont 1,21 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » et 0,87 Md€ au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 2,17 Md€ dont 1,58 Md€ au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,11 Md€, essentiellement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

dépenses de personnel (+0,39 Md€) compensées en partie par la baisse des charges de la dette de l'Etat (-0,70 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 41,35 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

**Impôt sur le revenu** : 12,56 Md€ (notamment dus à l'encaissement du 1<sup>er</sup> acompte provisionnel et à la mensualisation de février) ;

**TVA** : 9,80 Md€ ;

**TICPE** : 1,10 Md€

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,24 Md€ dont 0,86 Md€ de

mutations à titre gratuit par décès et 0,59 Md€ au titre des autres taxes intérieures ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,05 Md€ dont -2,57 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,86 Md€.

\* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 49,26 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2017 s'élèvent à 49,26 Md€ contre 46,99 Md€ à fin février 2016.

Cette évolution (+2,27 Md€) s'explique notamment par les hausses de 1,44 Md€ des recettes de TVA et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,46 Md€

(essentiellement en raison de la hausse des autres taxes intérieures notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité). Cependant, cette évolution positive est compensée par des baisses de recettes de TICPE (-0,54 Md€) et d'IR (-0,25 Md€).

### Recettes non fiscales : 0,78 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2017 s'élèvent à 0,78 Md€ contre 1,74 Md€ à fin février 2016. Cette baisse (-0,96 Md€) s'explique essentiellement par la baisse des produits du domaine de l'Etat de 0,67 Md€ (essentiellement les redevances d'usage des fréquences

radioélectriques) ainsi que par la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,29 Md€ (essentiellement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -9,38 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -9,38 Md€ à fin février 2017 contre -10,47 Md€ à fin février 2016. Cette variation s'explique principalement par la baisse des prélèvements au profit de l'Union

européenne (UE) pour 0,68 Md€ (en raison d'un rythme d'appel plus lent en 2017 des ressources TVA et RNB).

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -9,49 Md€

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,18 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,33 Md€. Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » laisse apparaître des dépenses pour

6,98 Md€ correspondant à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

A fin février 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -9,49 Md€ contre -13,43 Md€ à fin février 2016. Cet écart de 3,94 Md€ s'explique notamment par la variation des soldes des comptes de commerce (+3,88 Md€ en raison des recettes au compte « Soutien

financier au commerce extérieur ») et des comptes d'affectation spéciale (+1,58 Md€ en raison des recettes au compte « Participations financières de l'Etat ») compensée par les comptes de concours financiers (-1,47 Md€ en raison des dépenses d'ASP)

### Dettes financières de l'Etat au 28 février : 1 664,43 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours des deux premiers mois de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 41,32 Md€) et

les BTF (émissions nettes de remboursements de 11,55 Md€). Le montant net des BTAN a diminué de 16,16 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page	
	Février	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-16 077</b>	<b>-21 474</b>	-26 191	-25 582	5
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>24 437</b>	<b>53 336</b>	51 264	50 101	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>20 413</b>	<b>41 348</b>	38 505	37 951	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	12 556	17 550	17 800	17 799	
- IS *	-474	-987	-762	-762	
- TVA	9 796	26 924	25 489	25 466	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>-12 054</b>	<b>-9 486</b>	-13 432	-13 432	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>-1 614</b>	<b>95 873</b>			16
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>1 153</b>	<b>1 664 428</b>			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 375	21 775	21 381	21 388
Dépenses de fonctionnement	3 674	10 225	9 856	9 818
Charges de la dette de l'Etat	25	244	942	942
Dépenses d'investissement	578	1 736	1 813	1 813
Dépenses d'intervention	9 495	17 980	16 082	14 950
Dépenses d'opérations financières	291	384	202	202
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>24 437</b>	<b>53 336</b>	<b>51 264</b>	<b>50 101</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	24 724	49 264	46 991	46 442
Recettes non fiscales	387	781	1 741	1 741
Prélèvements sur recettes	-4 902	-9 384	-10 472	-10 477
Fonds de concours	203	687	245	245
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>20 413</b>	<b>41 348</b>	<b>38 505</b>	<b>37 951</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>25 315</b>	<b>50 732</b>	<b>48 977</b>	<b>48 428</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-4 024</b>	<b>-11 988</b>	<b>-12 759</b>	<b>-12 150</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	27	3 556	1 978	1 978
Solde des comptes de concours financiers	-11 869	-16 949	-15 479	-15 479
Solde des comptes de commerce	-175	3 944	65	65
Solde des comptes d'opérations monétaires	12	13	-10 439	-10 439
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-12 054</b>	<b>-9 486</b>	<b>-13 432</b>	<b>-13 432</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-16 077</b>	<b>-21 474</b>	<b>-26 191</b>	<b>-25 582</b>



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 375</b>	<b>21 775</b>	<b>21 381</b>	<b>21 388</b>
Rémunérations d'activité	5 992	12 175	11 854	11 858
Cotisations et contributions sociales	4 311	9 480	9 406	9 410
Prestations sociales et allocations diverses	72	120	120	120
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>14 062</b>	<b>31 561</b>	<b>29 883</b>	<b>28 713</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 674</b>	<b>10 225</b>	<b>9 856</b>	<b>9 818</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 689	3 728	3 509	3 498
Subventions pour charges de service public	1 985	6 498	6 347	6 320
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>25</b>	<b>244</b>	<b>942</b>	<b>942</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	25	244	942	942
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>578</b>	<b>1 736</b>	<b>1 813</b>	<b>1 813</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	315	1 093	1 373	1 373
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	262	643	440	441
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>9 495</b>	<b>17 980</b>	<b>16 082</b>	<b>14 950</b>
Transferts aux ménages	5 280	9 907	8 276	8 441
Transferts aux entreprises	2 384	3 465	2 247	1 080
Transferts aux collectivités territoriales	288	635	979	921
Transferts aux autres collectivités	1 543	3 968	4 576	4 504
Appels en garantie	1	6	4	4
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>291</b>	<b>384</b>	<b>202</b>	<b>202</b>
Prêts et avances	270	276	1	1
Dotations en fonds propres	21	27	11	11
Dépenses de participations financières	0	81	190	190
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>24 437</b>	<b>53 336</b>	<b>51 264</b>	<b>50 101</b>





unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2017		Cumul à fin février 2016
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	retraité CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>287</b>	<b>175</b>	<b>810</b>	<b>382</b>	<b>737</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	150	95	309	214	450
Diplomatie culturelle et d'influence	51	62	395	132	119
Français à l'étranger et affaires consulaires	86	19	106	36	38
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	130
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>256</b>	<b>196</b>	<b>462</b>	<b>397</b>	<b>463</b>
Administration territoriale	149	133	283	259	255
Vie politique, culturelle et associative	6	1	10	4	71
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	102	63	169	134	137
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>371</b>	<b>262</b>	<b>589</b>	<b>459</b>	<b>589</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	91
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	263	157	405	280	321
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	56	53	83	79	79
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	52	101	100	98
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>32</b>	<b>41</b>	<b>400</b>	<b>506</b>	<b>631</b>
Aide économique et financière au développement	0	8	1	107	196
Solidarité à l'égard des pays en développement	32	32	399	399	435
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>18</b>	<b>36</b>	<b>1 662</b>	<b>1 648</b>	<b>1 682</b>
Liens entre la Nation et son armée	1	5	7	5	3
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	17	24	1 632	1 628	1 664
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	22	15	15
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>46</b>	<b>49</b>	<b>135</b>	<b>132</b>	<b>126</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	31	61	59	58
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	35	33	31
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>339</b>	<b>234</b>	<b>561</b>	<b>340</b>	<b>274</b>
Patrimoines	96	75	197	118	77
Création	92	34	98	37	56
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	150	125	266	186	141
<b>DEFENSE</b>	<b>2 705</b>	<b>2 949</b>	<b>6 449</b>	<b>7 852</b>	<b>7 878</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	60	107	152	307	282
Préparation et emploi des forces	836	618	1 759	1 406	1 301
Soutien de la politique de la défense	1 669	1 665	4 309	4 161	4 042
Equiperment des forces	140	560	229	1 978	2 254
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>100</b>	<b>93</b>	<b>190</b>	<b>164</b>	<b>150</b>
Coordination du travail gouvernemental	48	44	91	78	60
Protection des droits et libertés	4	4	14	16	26
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	48	45	85	70	64
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>2 024</b>	<b>840</b>	<b>5 676</b>	<b>2 203</b>	<b>1 788</b>
Infrastructures et services de transports	1 697	176	1 886	402	209
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	7	11	69	19	14
Météorologie (1)	0	0	0	0	49
Paysages, eau et biodiversité	57	14	108	34	31
Expertise, information géographique et météorologie (2)	0	47	365	122	23
Prévention des risques	24	19	44	26	27
Energie, climat et après-mines	0	151	286	247	102
Service public de l'énergie	6	180	2 314	756	688
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	232	241	604	598	645



Mois de février	Cumul à fin février 2017		Cumul à fin février 2016		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€				retraité	
<b>ECONOMIE</b>	<b>87</b>	<b>170</b>	<b>263</b>	<b>246</b>	<b>217</b>
Développement des entreprises et du tourisme	37	121	170	157	126
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	35	66	63	65
Stratégie économique et fiscale	14	14	27	26	26
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT</b>	<b>134</b>	<b>2 699</b>	<b>14 443</b>	<b>3 641</b>	<b>3 152</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	128	107	228	149	63
Aide à l'accès au logement	0	2 585	14 216	3 481	3 041
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	6	6	-1	10	49
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>25</b>	<b>58</b>	<b>400</b>	<b>400</b>	<b>1 006</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	25	25	244	244	942
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1	1	6	6	4
Epargne	0	33	33	33	60
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 065</b>	<b>5 657</b>	<b>12 112</b>	<b>11 638</b>	<b>11 416</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 794	1 794	3 580	3 573	3 384
Enseignement scolaire public du second degré	2 691	2 692	5 402	5 400	5 267
Vie de l'élève	557	335	1 103	846	810
Enseignement privé du premier et du second degrés	569	561	1 341	1 324	1 453
Soutien de la politique de l'éducation nationale	308	151	453	293	314
Enseignement technique agricole	145	124	233	202	188
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>866</b>	<b>809</b>	<b>1 831</b>	<b>1 719</b>	<b>1 763</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	640	622	1 405	1 318	1 326
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	69	54	171	156	152
Facilitation et sécurisation des échanges	123	112	200	219	261
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	10
Fonction publique	34	21	54	26	13
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>200</b>	<b>56</b>	<b>372</b>	<b>178</b>	<b>147</b>
Immigration et asile	197	21	336	143	120
Intégration et accès à la nationalité française	3	35	37	35	27
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)</b>	<b>1 100</b>	<b>0</b>	<b>1 100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	550	0	550	0	0
Valorisation de la recherche (3)	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	550	0	550	0	0
<b>JUSTICE</b>	<b>541</b>	<b>608</b>	<b>1 288</b>	<b>1 385</b>	<b>1 221</b>
Justice judiciaire	244	245	573	579	508
Administration pénitentiaire	152	268	366	520	479
Protection judiciaire de la jeunesse	86	64	155	117	115
Accès au droit et à la justice	4	3	117	115	74
Conduite et pilotage de la politique de la justice	55	28	76	54	44
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>49</b>	<b>39</b>	<b>39</b>
Presse	3	1	39	36	34
Livre et industries culturelles	10	3	10	3	4
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	1
<b>OUTRE-MER</b>	<b>995</b>	<b>432</b>	<b>1 017</b>	<b>460</b>	<b>521</b>
Emploi outre-mer	963	385	984	400	434
Conditions de vie outre-mer	32	47	32	61	88



Mois de février	Cumul à fin février 2017		Cumul à fin février 2016 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>27</b>	<b>30</b>	<b>76</b>	<b>39</b>	<b>47</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	15	7	4	11	26
Interventions territoriales de l'Etat	4	1	3	4	1
Politique de la ville	8	22	68	24	20
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>988</b>
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>2 042</b>	<b>2 114</b>	<b>21 558</b>	<b>6 662</b>	<b>6 278</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	51	49	12 289	3 154	3 043
Vie étudiante	399	278	1 360	543	521
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 311	1 211	5 336	1 420	1 562
Recherche spatiale	0	138	1 319	545	522
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	102	339	1 018	843	540
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	159	81	200	120	52
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	1	0	1	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	19	19	35	35	38
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>0</b>	<b>539</b>	<b>4 935</b>	<b>1 515</b>	<b>1 543</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	340	3 035	946	920
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	759	138	137
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	130	1 141	431	486
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>-5</b>	<b>54</b>	<b>-93</b>	<b>57</b>	<b>297</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-9	39	-93	39	298
Concours spécifiques et administration	3	15	0	18	0
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>6 875</b>	<b>6 903</b>	<b>12 841</b>	<b>12 813</b>	<b>13 314</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 619	6 646	12 129	12 101	11 875
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	257	257	712	712	1 439
<b>SANTE</b>	<b>864</b>	<b>295</b>	<b>895</b>	<b>298</b>	<b>266</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	156	12	188	15	11
Protection maladie	708	283	708	283	255
<b>SECURITES</b>	<b>1 653</b>	<b>1 551</b>	<b>3 286</b>	<b>3 050</b>	<b>2 846</b>
Police nationale	793	834	1 638	1 627	1 539
Gendarmerie nationale	834	692	1 605	1 366	1 257
Sécurité et éducation routières	1	1	2	3	1
Sécurité civile	25	24	42	53	48
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>5 628</b>	<b>2 157</b>	<b>14 630</b>	<b>3 305</b>	<b>2 433</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	4 150	873	4 163	873	46
Handicap et dépendance	1 402	1 210	9 730	2 137	2 104
Egalité entre les femmes et les hommes	1	1	2	2	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	75	74	735	294	282
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>12</b>	<b>155</b>	<b>506</b>	<b>193</b>	<b>162</b>
Sport	8	55	147	81	75
Jeunesse et vie associative	3	100	358	111	87
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>3 971</b>	<b>2 174</b>	<b>7 557</b>	<b>3 437</b>	<b>2 603</b>
Accès et retour à l'emploi	397	532	3 799	1 446	1 721
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	3 505	1 580	3 635	1 876	779
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	0	1	2	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	68	61	123	114	103
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>37 273</b>	<b>31 340</b>	<b>116 990</b>	<b>66 149</b>	<b>64 578</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>30 398</b>	<b>24 437</b>	<b>104 149</b>	<b>53 336</b>	<b>51 264</b>

(1) suppression en 2017  
(2) changement de libellé en 2017  
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>12 646</b>	<b>17 797</b>	<b>18 046</b>	<b>18 046</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>158</b>	<b>280</b>	<b>213</b>	<b>213</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>407</b>	<b>1 358</b>	<b>1 323</b>	<b>1 323</b>
Impôt sur les sociétés	399	1 333	1 289	1 289
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	8	25	34	34
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>289</b>	<b>630</b>	<b>654</b>	<b>654</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	34	163	135	135
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	140	222	215	215
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	57	140	172	172
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	1	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	2	2	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	5	3	3
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	13	19	19
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	2	4	4
Recettes diverses	47	81	103	103
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 103</b>	<b>1 505</b>	<b>2 046</b>	<b>2 048</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>14 781</b>	<b>35 291</b>	<b>34 267</b>	<b>34 244</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 244</b>	<b>5 215</b>	<b>3 756</b>	<b>3 229</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	30	103	97	97
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	32	27	27
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	4	2	2
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	118	294	406	406



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	864	1 638	1 483	1 483
Contribution de sécurité immobilière	52	115	104	104
Autres conventions et actes civils	43	90	83	83
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	30	64	67	67
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	16	25	20	20
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	19	33	66	66
Timbre unique	47	90	62	62
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	588	1 885	578	51
Autres droits et recettes accessoires	0	1	0	0
Amendes et confiscations	2	4	6	6
Taxe générale sur les activités polluantes	1	2	2	2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	53	63	30	30
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	1	10	11	11
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	8	8
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	2	2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	1	3	3
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	155	341	360	360
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	50	96	98	98
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	1	35	35	35
Prélèvement sur les paris sportifs	20	37	41	41
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	10	12	12
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	112	198	121	121
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	19	36	22	22
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>31 627</b>	<b>62 077</b>	<b>60 304</b>	<b>59 756</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>24 724</b>	<b>49 264</b>	<b>46 991</b>	<b>46 442</b>



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>52</b>	<b>125</b>	<b>796</b>	<b>796</b>
Revenus du domaine public non militaire	2	12	29	29
Autres revenus du domaine public	14	39	73	73
Revenus du domaine privé	-1	0	9	9
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	22	53	668	668
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	13	18	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	14	14
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	3	3	3
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>45</b>	<b>110</b>	<b>101</b>	<b>101</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	1	2	2
Autres frais d'assiette et de recouvrement	45	107	97	97
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	-2	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	1	2	1	1
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>23</b>	<b>39</b>	<b>51</b>	<b>51</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	11	23	23
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	1	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	0	2	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	10	15	24	24
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	9	3	3



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>138</b>	<b>227</b>	<b>512</b>	<b>512</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	89	95	351	351
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	2	1	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	1	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	45	80	111	111
Frais de poursuite	1	2	2	2
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
<b>Divers (F)</b>	<b>131</b>	<b>280</b>	<b>281</b>	<b>281</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	0	2	17	17
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	23	16	16
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	1	1
Récupération d'indus	2	5	4	4
Recouvrements après admission en non-valeur	10	21	25	25
Divers versements de l'Union européenne	0	0	12	12
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	4	4	4
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	10	3	3
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	16	54	48	48
Produits divers	71	123	103	103
Autres produits divers	11	35	43	43
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>387</b>	<b>781</b>	<b>1 741</b>	<b>1 741</b>

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2017	2016 retraité	2016 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 046	-5 958	-6 361	-6 367
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 571	-5 133	-5 465	-5 470
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-2	-2	-2
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-156	-225	-304	-304
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1	-3	-1	-1
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-25	-25	-23	-23
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-1	-1	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-283	-555	-552	-552
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-14	-14	-14
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 856</b>	<b>-3 426</b>	<b>-4 110</b>	<b>-4 110</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 902</b>	<b>-9 384</b>	<b>-10 472</b>	<b>-10 477</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	173	652	218	218
Fonds de concours - coopération internationale	31	36	27	27
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>203</b>	<b>687</b>	<b>245</b>	<b>245</b>

(1) suppression en 2017





unité : million d'€

	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 267</b>	<b>5 294</b>	<b>10 135</b>	<b>9 151</b>	<b>13 690</b>	<b>11 129</b>	<b>3 556</b>	<b>1 978</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	4	18	4	0	56	42	51	42
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	10	124	14	2	229	229	215	228
Développement agricole et rural	0	4	0	0	6	7	6	6
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	19	31	19	29	62	61	44	32
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	40	1	40	0	4	2	-36	2
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	23	14	24	28	39	129	15	101
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	2	0	2	0	1 241	1	1 240	1
Pensions	4 587	4 470	9 181	9 092	10 596	10 484	1 415	1 392
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	42	0	0	358	19	358	19
Transition énergétique	581	589	851	0	1 099	156	248	156
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>15 523</b>	<b>3 654</b>	<b>24 173</b>	<b>22 747</b>	<b>7 223</b>	<b>7 267</b>	<b>-16 949</b>	<b>-15 479</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	6 984	9	6 984	5 353	17	0	-6 967	-5 353
Avances à l'audiovisuel public	328	177	655	621	371	352	-284	-269
Avances aux collectivités territoriales	8 181	3 330	16 487	16 751	6 696	6 788	-9 791	-9 963
Prêts à des Etats étrangers	29	71	46	21	73	126	26	105
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	66	0	0	66	1	66	1
<b>Comptes de commerce</b>	<b>440</b>	<b>265</b>	<b>949</b>	<b>1 655</b>	<b>4 892</b>	<b>1 720</b>	<b>3 944</b>	<b>65</b>
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	36	55	62	57	70	62	8	6
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	12	25	23	27	25	2	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	2	288	2	288	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	37	41	55	42	80	88	24	46
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	338	151	586	1 237	635	1 249	49	12
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	2	0	0	0	-2	0
Opérations commerciales des domaines	3	2	5	5	6	6	1	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	4	3	5	3	1	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	7	0	207	0	4 068	0	3 861	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>61</b>	<b>73</b>	<b>61</b>	<b>10 464</b>	<b>74</b>	<b>25</b>	<b>13</b>	<b>-10 439</b>
Emission des monnaies métalliques	13	24	13	20	25	25	12	5
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	49	0	10 444	49	0	49	-10 444
Pertes et bénéfices de change	48	0	48	0	0	0	-48	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>21 291</b>	<b>9 286</b>	<b>35 317</b>	<b>44 017</b>	<b>25 881</b>	<b>20 142</b>	<b>-9 437</b>	<b>-23 876</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>21 291</b>	<b>9 237</b>	<b>35 317</b>	<b>33 573</b>	<b>25 832</b>	<b>20 142</b>	<b>-9 486</b>	<b>-13 432</b>

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2017
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	445	26	471
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	136	423
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>742</b>	<b>163</b>	<b>904</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 866	203	2 069
	Départements	5 232	-1 243	3 990
	Communes	23 185	-1 343	21 842
	HLM	567	-178	389
	Autres	22 134	96	22 230
	<b>Total CEPL</b>	<b>52 984</b>	<b>-2 464</b>	<b>50 521</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>5 010</b>	<b>219</b>	<b>5 229</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	1 171	11 864
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	-291	3 483
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	1 494	4 311
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	456	1 317
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>18 146</b>	<b>2 829</b>	<b>20 975</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>6 124</b>	<b>-522</b>	<b>5 602</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>3 786</b>	<b>-2 709</b>	<b>1 077</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	52	-3	48	
GIP	662	40	702	
EPL	2 305	406	2 711	
Autres correspondants	12 464	-4 369	8 095	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>15 525</b>	<b>-3 968</b>	<b>11 557</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>102 316</b>	<b>-6 451</b>	<b>95 865</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	0	9
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>9</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>102 325</b>	<b>-6 451</b>	<b>95 874</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>102 324</b>	<b>-6 451</b>	<b>95 873</b>



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2017
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 620 619</b>	<b>36 710</b>	<b>1 657 329</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 486 694</b>	<b>25 160</b>	<b>1 511 854</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	41 320	1 492 514
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 251 637	37 351	1 288 988
- <i>taux variable</i>	180 172	3 462	183 634
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-16 160	19 340
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	35 500	-16 160	19 340
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>133 925</b>	<b>11 550</b>	<b>145 475</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	11 550	145 475
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>7 135</b>	<b>-36</b>	<b>7 099</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 627 754</b>	<b>36 674</b>	<b>1 664 428</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.